

Étude des crédits 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 3^E GROUPE D'OPPOSITION

Volet Travail

Ministère du Travail, de l'Emploi
et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition
1	Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2019-2020.
2	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2019-2020.
3	Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
4	Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> , et ce, depuis cinq ans.
5	Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
6	Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir : <ol style="list-style-type: none">la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;la liste des membres du conseil d'administration;la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
7	Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière : <ol style="list-style-type: none">des frais de déplacement;des frais de représentation;des frais de repas;des frais de voyage;des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
8	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
9	Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
10	Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.
11	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
12	État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition
13	Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis.
14	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.
15	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2017-2018 et en 2018-2019. Prévisions pour 2019-2020.
16	Liste de tous les conflits de travail en 2017-2018 et en 2018-2019; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.
17	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d'organismes relevant du ministre du Travail.
18	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail.
19	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.
20	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.
21	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.
22	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.
23	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.
24	Copie des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum.
25	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.
26	Liste des projets ou des activités liés au Plan Nord et à la stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail.
27	Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.
28	Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.
29	Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la <i>Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal</i> .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition
30	Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer : a. la nature ou l'objet du contrat; b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre); c. une copie du contrat; d. une copie du résultat; e. le coût du contrat.
31	Liste des projets informatiques depuis 10 ans : a. évolution des coûts pour chacun des dossiers; b. nombre de consultants externes et coûts associés; c. indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2018-2019), pour l'informatique et les technologies de l'information; d. préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
32	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.
33	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
34	Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
35	Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.
36	État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.
37	Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main- d'œuvre dans l'industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.
38	État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976.
39	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
40	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.
41	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.
42	État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition
---	--

- | | |
|----|---|
| 43 | Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS. |
| 44 | Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations. |
| 45 | Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations. |
| 46 | État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction. |

Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

- | | |
|----|---|
| 47 | Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours. |
| 48 | Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours. |
| 49 | Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte. |

Licenciement collectif

- | | |
|----|--|
| 50 | Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">a. nom et adresse de l'entreprise;b. date de l'avis ou de la fermeture;c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;d. nombre total d'employés de l'entreprise;e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;f. motifs du licenciement. |
|----|--|

Bureau d'évaluation médicale (BEM)

- | | |
|----|---|
| 51 | Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans. |
| 52 | Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2019-2020. |
| 53 | Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des cinq dernières années. |
| 54 | Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière. |
| 55 | Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière. |
| 56 | Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité. |

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition
57	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.
58	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière, et les prévisions pour 2019-2020.
59	Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière; fournir les prévisions pour 2019-2020.
60	Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation, depuis cinq ans, par année financière.
61	État de situation en date du 31 mars 2019 de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail, publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.

Question transférée du volet Emploi et Solidarité sociale

- | | |
|-----|--|
| 102 | Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste des demandes d'arbitrage. |
|-----|--|

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2018 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

- 5 Depuis cinq ans, fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
-

Questions dont les réponses seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor

- 2 Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2019-2020
 - 13 Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019 et en 2019-2020, en incluant les programmes qui ont été abolis.
 - 15 Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.
-

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

- 4 Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, et ce, depuis cinq ans.
 - 12 État de situation de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail, publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.
 - 61 État de situation en date du 31 mars 2019 de la mise en œuvre des recommandations de la Commission de l'économie et du travail, publiées en décembre 2006, dans son rapport portant sur l'examen du rapport d'évaluation du Bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport.
-

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

- 6 Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis cinq ans, par année financière. Fournir :
 - a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - b. la liste des membres du conseil d'administration;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;
 - d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

(CCQ, CNESST, TAT)

- 7 Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis cinq ans, par année financière :
 - a. des frais de déplacement;
 - b. des frais de représentation;
 - c. des frais de repas;
 - d. des frais de voyage;
 - e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

(CCQ, CNESST, TAT)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

Volet Travail

Demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme (suite)

- 9 Depuis cinq ans, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
(CCQ, CNESST, TAT)
- 26 Liste des projets ou des activités liés au Plan Nord et à la Stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail.
(respectivement la **Société du Plan Nord et le ministère des Transports – Secrétariat à l'implantation de la Stratégie maritime**)
- 38 État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976.
(ministère des Affaires municipales et de l'Habitation)

Lexique

CCQ :	Commission de la Construction du Québec
CNESST :	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
TAT :	Tribunal administratif du travail

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-01

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l’informatique et les technologies de l’information. Préciser s’il s’agit d’achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l’information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, s’élèvent à 74 073,8 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	CSPQ	Total
Entente de base de maintien et d’exploitation des TI avec le CSPQ	-	-	39 634,0	39 634,0
Ressources internes et externes (continuité et encadrement)	28 074,5	6 046,3	319,0	34 439,8
Total des dépenses en exploitation	28 074,5	6 046,3	39 953,0	74 073,8

Fonds des technologies de l’information

Les dépenses en investissement pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, s’élèvent à 11 644,7 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en investissement (k\$)	6 002,9	4 736,3	905,5	11 644,7

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, s’élèvent à 2 974,1 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en exploitation (k\$)	1 230,8	1 703,5	39,8	2 974,1

Fonds des biens et des services

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, s’élèvent à 761,8 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en exploitation (k\$)	-	732,9	28,9	761,8

Fonds d’aide à l’action communautaire autonome

Les dépenses en exploitation (informatique et TI), pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, s’élèvent à 57,5 k\$ et se répartissent ainsi :

	Interne	Externe	CSPQ	Total
Dépenses en exploitation (k\$)	-	57,5	-	57,5

SOURCE :

DGRFC-DFI

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE :

2019-03-14

T3RP01_04-03_DASG.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Exposé et statistiques :

Vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
COLLABORATION : BSM / SSSAS / EMPLOI-QUÉBEC / SSGRI / Secteur du Secrétariat du travail / Secteur des relations du travail / CGAP/ SDPSQ / SRE / SO
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-03

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-03 – Annexe 01

Titre :

Depuis cinq ans, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités englobent les frais annuels de transport, d'hébergement, de repas ou de visioconférence, s'il y a lieu, pour l'ensemble des participants du Ministère. Ils sont prévus à l'intérieur des activités régulières du Ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du Ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration;
- le Conseil de gestion de l'assurance parentale, le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le comité Entraide.

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de pilotage - ClicSÉQUR volet Entreprises	<p>Mandat : Soutenir les MO utilisateurs du service afin d'assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l'utilisation du service ClicSÉQUR - Entreprises.</p> <p>Principaux biens livrables : Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.</p>	MTESS	6	MTESS; MFQ; SQI; SCT	\$0
Table interministérielle en amélioration continue	<p>Mandat : Créer un espace de partage des pratiques en amélioration continue entre les divers MO.</p> <p>Principaux biens livrables : Création d'une plateforme électronique facilitant le partage d'information en continu entre les participants, démonstrations pratiques et théoriques d'outils et concepts.</p>	MTESS (DAC) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	Environ 50	FADQ; MTESS; RAMQ; SAAQ; CSPQ; CNESST, MELCC; MFQ, Retraite Québec; MSP; MT; MERN; MCE; Ville de Québec	\$660
Comité communication Entreprises Québec	<p>Mandat : Assurer le suivi des communications relatives à Entreprises Québec et l'arrimage entre le MTESS et le MESI.</p> <p>Principaux biens livrables : Suivi de l'annonce publique, de la campagne et des activités de promotion; Approbation des recommandations pour les infolettres et les médias sociaux.</p>	MTESS (DC)	5	MTESS; MEI	\$0
Comité des dirigeants de Services Québec	<p>Mandat : Soutenir la prise de décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du comité de suivi et du premier ministre.</p> <p>Principaux biens livrables : Élaboration d'une vision et d'un modèle d'affaires ainsi que d'assurer leur mise en œuvre.</p>	MTESS (SDPSQ)	20	MTESS; CSPQ; CNESST; MEI; MCC; MFA; MJQ; MEES; MERN; MAMH; MT; MCE; MELCC; MTO; RAMQ; Retraite Québec; Revenu Québec; SCT; SAAQ; SQI	\$0

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de suivi de l'Entente finale Canada-Québec (EFCQ) sur le Régime québécois d'assurance parentale	<p>Mandat : Suivi de l'Entente finale Canada-Québec sur le Régime québécois entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec.</p> <p>Principaux biens livrables : Discussion sur les modifications apportées à l'un ou l'autre des programmes afin de coordonner les actions de chacun ou sur les éléments problématiques afin de trouver des solutions.</p>	MTESS (DGRQAP) EDSC (DGPAE) Service Canada (Direction générale de Prestations de l'AE)	Entre 12 et 15 avec les professionnels et le personnel de support	MTESS; CGAP; EDSC; Service Canada	\$0
Comité exécutif de Services Québec	<p>Mandat : Faire le suivi et prendre les décisions appropriées pour la réussite du projet.</p> <p>Principaux biens livrables : Préparer les rapports d'étape pour le comité des dirigeants gouvernementaux de Services Québec destinés au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, au comité de suivi et au premier ministre.</p>	MTESS (SDPSQ)	14	MTESS; SCT; MAMH; MEI; SCG; MJQ; RAMQ; CNESST; CSPQ; SAAQ; Revenu Québec	\$0
Comité stratégique Zone entreprise	<p>Mandat : Assurer le bon déroulement du projet à un niveau stratégique en regard des orientations ministérielles, de la portée, des coûts et de l'échéancier.</p> <p>Principaux biens livrables : Recommander les demandes de modification au CGEPM, approuver le plan de récupération des bénéfices et prendre acte des états de situation et approuver les recommandations.</p>	MTESS (SDPSQ)	7	MTESS; MEI	\$0
Comité directeur de suivi de l'entente MTESS – Revenu Québec (RQ)	<p>Mandat : Gérer l'entente d'impartition et son évolution au niveau stratégique.</p> <p>Principaux biens livrables : Services technologiques,</p>	MTESS (SRE)	12	MTESS; RQ	0\$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	du traitement massif et d'autres services attendus de RQ au Registraire des entreprises				
Comité des affaires du Registraire	Mandat : Assurer le suivi et la réalisation des projets découlant de l'entente d'impartition. Principaux biens livrables : Partager l'information sur le suivi et la réalisation des projets afin d'assurer la mise en œuvre de l'entente, de convenir des correctifs à apporter, le cas échéant, et communiquer l'information concernant les divers suivis requis.	MTESS (DGRE)	12	MTESS; RQ	0\$
Carrefour de l'emploi et de la formation	Mandat : Faire converger, par le biais des portails Citoyens et Entreprises, l'ensemble de l'information sur les professions, les programmes de formations, les mesures et services relatifs à l'emploi. Principaux biens livrables : Le Site Web « Carrefour de l'emploi et de la formation ».	MTESS (DGPEPMT)	15	MTESS; MEES; MELCC; SCG	\$0
Comité interministériel de l'action communautaire (CIAC)	Mandat : Favoriser la concertation interministérielle et conseiller le ministre sur des orientations gouvernementales reliées à l'action communautaire et l'action bénévole. Principaux biens livrables : Participation aux travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire; échange d'information concernant les pratiques des différents MO, soutien à la production de l'État de situation annuel, soutien à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale en action bénévole.	MTESS (DPLPAC)	25	MTESS; MFA; SAAQ; MEES; SA; MEI; SCF; MJQ; MAMH (Secrétariat à la région métropolitaine); MCE (SAJ); MELCC; MSP; MSSS; SAA; MRIF; OPHQ; SHQ; MIDI; OPC; MCC	\$0
Comité interministériel des gestionnaires en matière de	Mandat : Assurer la gouvernance intersectorielle, la réalisation des travaux et soutenir le comité des sous-	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEES; MIDI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI;	\$0

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	ministres adjoints. Principaux biens livrables : Contribuer à assurer la réalisation et la collaboration pour la mise en œuvre des mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et l'inclusion sociale (PAGIEPS).			MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ; SAA; SA; SHQ ; MTO; RQ; MSP; MELCC	
Réseau des répondants interministériels en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Mandat : Maintenir active la mission gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, collaborer à la mise en œuvre du PAGIEPS et participer au rapport d'activités annuel. Principaux biens livrables : Concertation des actions et partage d'information pour assurer la mise en œuvre du PAGIEPS.	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEES; MIDI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ; SAA; SA; SHQ ; MTO; RQ, MSP; MELCC.	\$0
Comité conjoint sur la mobilité de la main-d'œuvre de l'Accord de commerce et de coopération Québec- Ontario	Mandat : Application du chapitre 6 de l'Accord. Principaux biens livrables : Travaux d'appariement par métier et production de rapports.	MTESS (DRI)	10	MTESS; OPQ; Gouvernement de l'Ontario	\$0
Comité CPQ-MTESS	Mandat : Rencontre avec les représentants du Curateur public du Québec et le MTESS Principaux biens livrables : Discussions permettant la mise en place de façons de faire efficaces pour les deux organisations.	MTESS CPQ	N/D	MTESS; CPQ	\$0
Groupe de travail sur la révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs Cris	Mandat : Révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. Principaux biens livrables : Vise à corriger certains enjeux dans la gestion du Programme, et ce, tout en facilitant et améliorant la participation à celui-ci.	MTESS (DPAS)	5	MTESS, SAA	\$945

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de suivi mise en œuvre et évaluation de la politique À part entière	Mandat : Effectuer le suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique À part entière. Principaux biens livrables : Rédaction du bilan annuel des actions.	MTESS (DGAS) et OPHQ	3	MTESS; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	\$130
Comité tripartite de l'amélioration de l'administration et de l'offre de l'aide au revenu des premières nations	Mandat : Informer Affaires autochtones et du Nord du Canada (AANC) et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) des différents changements à la loi et au règlement sur l'aide aux personnes et aux familles. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPAS)	5	AADNC; MTESS; APNQL	\$0
Forum Justice et santé mentale	Mandat : Pour la clientèle de l'AFDR présentant un profil troubles de santé mentale/judiciarisation, effectuer les arrimages avec le MJQ et le MTESS. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DGAS)	2	MSSS; MJQ	\$80
Comité d'évaluation interministériel du PAGIEPS	Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le PAGIEPS à son évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures du plan d'action. Principaux biens livrables : Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, du cadre d'évaluation global du plan d'action et réalisation de l'évaluation.	MTESS (DE)	13	MTESS; MAPAQ; MFA; MCC; MEES; MFQ; MJQ; MSSS; Revenu Québec; OPHQ; SCF; MCE; SHQ	105
Comité fédéral - provincial - territorial des directeurs du soutien au revenu	Mandat : Le comité des directeurs FPT du soutien du revenu a pour objectif d'appuyer l'amélioration des politiques et des pratiques relatives aux différents programmes de soutien du revenu existants au Canada.	Ontario et gouvernement fédéral Direction	2	MTESS; représentants des autres provinces et territoires au Canada	\$587,29

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux biens livrables : En plus de permettre à la Direction générale de l'assistance sociale (DGAS) d'obtenir des informations à jour sur les programmes et les clientèles de la sécurité du revenu de l'ensemble des provinces et des territoires du Canada (comparaison des barèmes, des clientèles, des lois et des règlements, biens et avoirs liquides, revenus de travail permis), la participation au comité des directeurs FPT de la sécurité du revenu permet au Ministère de respecter ses obligations, prévues lors de la rédaction de mémoires au Conseil des ministres en matière de comparaisons interprovinciales.	responsable – MTESS (DPAS)			
Comité de mise en œuvre - L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées	Mandat : Favoriser la mobilisation des MO autour de la Politique et proposer des pistes de solution pour soutenir la mise en œuvre de la Politique par les MO. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPAS) et OPHQ	10	MTESS; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	\$400
Comité directeur sur les activités socioprofessionnelles et communautaires	Mandat : Soutenir et encadrer les travaux portant sur le développement d'une vision commune entre les ministères sur les besoins des personnes ayant une déficience et leur famille, sur les trajectoires de services ainsi que sur le partage des rôles et responsabilités, notamment par l'adoption d'un cadre de référence national MTESS-MSSS dans une perspective de complémentarité. Principaux biens livrables : Produire un document sur une vision commune.	MTESS	7 (2 du MTESS et 5 des autres ministères)	MTESS; MSSS; MEES (DAS et DEAFC); MFA; MT	\$150
Comité interministériel Transition de l'école vers la vie active (TEVA)	Mandat : Élaborer un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser une démarche de transition de l'école vers la	MTESS (DPES)	12	MTESS; MEES; MSSS; MFA; MT; OPHQ	\$0

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	<p>vie active.</p> <p>Principaux biens livrables : Guide de soutien sur la TEVA.</p>				
Comité conjoint Canada - Québec Entente de mise en œuvre relative au marché du travail (CCC-Q)	<p>Mandat : Faciliter la mise en œuvre et le suivi des dispositions de nature permanente de l'entente de mise en œuvre et de l'entente de principe.</p> <p>Principaux biens livrables : Tous travaux nécessaires pour la bonne marche du suivi et de la mise en œuvre de l'entente.</p>	MTESS (DGPEPMT) coprésidence au CCC-Q pour le Québec	10	MTESS; SC; EDSC	\$0
Comité de pilotage et de suivi du Rendez-vous national sur la main-d'œuvre	<p>Mandat : Donner son avis au ministre sur l'identification des enjeux, des orientations, des thématiques et des actions à privilégier dans la Stratégie.</p> <p>Principaux biens livrables : Déterminer les propositions et les enjeux qui feront partie de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre.</p>	MTESS MEES	16	CPQ; FCEI; FCCQ; MEQ; RJCCQ; CSD; CSQ; CSN; FTQ; MTESS; MEES; CPMT	\$0
Comité de suivi - Étude du Plan Nord du MEES	<p>Mandat : Dresser un portrait de la situation au nord du 49e parallèle, notamment sur les besoins en main-d'œuvre et en formation professionnelle, collégiale et universitaire.</p> <p>Principaux biens livrables : Devis de recherche et appel d'offre, sélection de la firme, revue de littérature, recherche documentaire et analyse de type benchmark, entrevues auprès d'entreprises et d'intervenants stratégiques.</p>	MTESS (DPES et DMSEP)	N/D	MTESS; MIDI	\$0
Comité de travail MIDI-MTESS sur le mécanisme de suivi de l'intégration des	Mandat : Travailler conjointement à l'élaboration d'un mécanisme de suivi et suivre régulièrement l'intégration économique des personnes immigrantes	MTESS (DR)	5	MIDI; MTESS	\$0

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
personnes immigrantes	nouvellement arrivées une fois le mécanisme mis en œuvre. Principaux biens livrables : Mettre en œuvre un mécanisme de suivi : Exploitation des données du recensement 2016 et de l'EPA, mettre en place une enquête sur l'intégration au marché du travail des personnes immigrantes nouvellement arrivées.				
Comité directeur MIDI - MTESS	Mandat : Échanges sur les dossiers communs (intégration et sélection). Principaux biens livrables : Suivi des travaux.	Co-présidé MIDI-MTESS	6 à 7	MTESS; MIDI	\$0
Comité directeur de Journées Québec MIDI-MTESS	Mandat : Coordination générale au Québec des missions de recrutement international « Journées Québec ». Principaux biens livrables : Effectuer un bilan des Journées-Québec et une réflexion stratégique dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience des missions.	Coprésidé MIDI-MTESS	4	MIDI; MTESS	\$0
Comité interministériel sur la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2018-2022	Mandat : Susciter des engagements gouvernementaux et s'assurer de la cohérence entre les différents engagements des MO. Principaux biens livrables : Détermination d'engagements gouvernementaux, par les MO.	MTESS (DPES)	7	MSSS; MTESS; MEES; SCT; OPHQ	\$0
Comité interministériel en adéquation formation emploi (SMA)	Mandat : Soutenir l'Assemblée délibérante de la CPMT dans l'établissement du portrait du marché du travail. Déterminer les orientations en matière d'adéquation formation emploi. Principaux biens livrables : Plan gouvernemental en AFE.	Coprésidé par les SMA du MEES et du MTESS (SMA-EQ)	5	MTESS; MIDI; MEI; MEES	\$0

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel MIDI/MESS sur la régionalisation de l'immigration	Mandat : Préciser les rôles, les responsabilités, les actions respectives et les actions communes du MIDI et d'Emploi-Québec dans le dossier de l'immigration en région et identifier les bonnes pratiques. Principaux biens livrables : Plan de travail 2017-2019.	MTESS (DPES)	Entre 4 et 6	MTESS; MIDI	\$0
Comité stratégique Carrefour de l'emploi	Mandat : Encadrer le développement de la plateforme gouvernementale Carrefour de l'emploi et de la formation. Principaux biens livrables : Identifier les contenus et harmoniser les bases de données et contenus des différents ministères impliqués.	MTESS (DPS)	10	MTESS; MIDI; SCG	\$0
Comité stratégique en adéquation formation emploi	Mandat : Soutenir le comité interministériel, suivre la mise en œuvre des mesures du plan d'action concertée en AFCE (adéquation formation-compétences-emploi) et superviser la mise en œuvre du processus décisionnel. Principaux biens livrables : Assurer la coordination des ministères en matière d'adéquation formation-emploi.	MTESS (BSMA-EQ)	10	MIDI; MEI; MEES; CCQ; CPMT	\$0
Groupe de travail Canada - Québec sur le Repérage, la Référence et la Rétroaction des prestataires d'assurance-emploi (PAE)	Mandat : Assurer la coordination de la mise en place du dispositif de repérage pour la clientèle prestataire de l'assurance-emploi CRHC/CLE. Principaux biens livrables : Faire rapport aux membres du comité conjoint Canada-Québec concernant les ententes convenues CRHC/CLE en ce qui a trait à l'application du dispositif de repérage.	MTESS (EQ, DGMSE) - Responsable du Groupe de travail pour le Québec au CCC-Q	10	MTESS; SC	\$0
Groupe de travail conjoint Canada - Québec sur le	Mandat : Dans le cadre de son mandat, le Comité conjoint Canada-Québec doit notamment s'assurer	MTESS (DMSEP) - Coprésidence	5 à 8	MTESS; SC; EDSC	\$0

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Service national de placement	que les mécanismes d'interrelation entre les services d'emploi du Québec et d'assurance-emploi du Canada. Principaux biens livrables : Échanges à partir d'états de situation et arrimage mutuel.				
Comité directeur "Québec France pour l'emploi"	Mandat : Concevoir et mettre en œuvre un projet pilote afin d'effectuer du recrutement continu en mode virtuel, ainsi qu'une mission de recrutement virtuelle. Principaux biens livrables : Concevoir et mettre en place un projet pilote de recrutement international de concert avec Pôle Emploi, le MIDI, le Bureau d'immigration du Québec à Paris et la Direction régionale de Services Québec de la Capitale-Nationale	MTESS (DMSEP)	10	Pôle Emploi; MIDI; Bureau d'immigration du Québec à Paris; MTESS	\$0
Table de concertation sur l'adéquation formation- emploi - secteur de l'aluminium	Mandat : Favoriser une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi dans ce secteur composé de producteurs, de transformateurs et d'équipementiers. Principaux biens livrables : Diagnostic sectoriel de l'adéquation formation-emploi dans les industries des secteurs de la première, deuxième et troisième transformation ainsi que dans les secteurs des équipementiers et des fournisseurs spécialisés. Les recommandations serviront de trame aux travaux de la Table au cours des prochaines années.	MTESS (Direction régionale de Services Québec du Saguenay-Lac-St- Jean)	12	MTESS; MEES; MEI; CSMO-M; PERFORM; Cégep Jonquière; École polytechnique de Montréal; Centre de formation professionnelle Qualitech; ceal-aluquebec.com	\$0
Comité des sous-ministres MIDI et du MTESS	Mandat : Échanges sur les dossiers communs (Intégration et sélection). Principaux biens livrables : Suivi des travaux.	MTESS (BSM)	5	MIDI; MTESS	\$0

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité interministériel MIDI-MTESS sur le suivi des actions visant à favoriser la pleine participation, en français, des personnes réfugiées, notamment syriennes	Mandat : Assurer le suivi de l'opération spéciale d'accueil des personnes réfugiées syriennes. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPES)	16 à 20	MIDI; MSSS; MEES; MTESS; SHQ; Retraite Québec; MFA, Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes; Centre multiethnique de Québec; Regroupement des organismes de francisation du Québec; Action Réfugiés Montréal; Service de soutien à la famille Hay Doun; Procure des missions; Église St- Ephrem syriaque orthodoxe; Ville de Montréal; Ville de Laval; Ville de Québec	\$0
Groupe de travail sur le Protocole portant sur les interrelations entre EQ et Service Canada dans le cadre de l'Entente Canada - Québec relative au marché du travail	Mandat : Arrimer les pratiques opérationnelles entre les deux parties aux fins du respect des obligations convenues dans le protocole. Principaux biens livrables : Les 17 Directions régionales doivent tenir au moins une rencontre bipartite et en faire rapport. Certaines en tiennent deux. De ces rapports, un bilan de liaison continue annuel est produit.	MTESS (DGMSE et DGPPMT)	19	17 Directions régionales; MTESS, Service Canada	\$0
Groupe de travail MIDI- MTESS pour la mise en place du programme Objectif Emploi	Mandat : Comme une partie des primo-demandeurs est une clientèle immigrante, divers travaux sont prévus dans la conception de l'offre de service du programme Objectif Emploi. Principaux biens livrables : Plan d'intégration en développement des compétences, rétro-information en ce qui a trait à la référence, confirmation de prise	MTESS (DMSI)	6	MTESS; MIDI	\$0

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	en charge et participation à un programme de francisation.				
Groupe de travail sur la déclaration d'intérêt (DI) MIDI-MTESS	Mandat : En collaboration avec le MIDI, mettre en place la DI. Principaux biens livrables : Collaboration par l'information sur le marché du travail.	MTESS (DAIMT)	8	MIDI; MTESS	\$0
Comité Chaire de recherche sur l'intégration et des diversités en emploi	Mandat : Conseiller le Titulaire de recherche sur le suivi des objectifs, évaluer l'évolution de la Chaire, suggérer des améliorations ou de nouvelles orientations et aider à mettre en valeur les résultats de la recherche effectuée par la Chaire. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPES)	8	Université Laval; MTESS; MIDI	\$0
Comité directeur du guichet unifié en reconnaissance des acquis et des compétences	Mandat : Clarifier les démarches en matière de RC, informer toute partie prenante sur les dispositifs de reconnaissance au Québec et informer et aiguiller la clientèle du parcours de RC le mieux adapté. Principaux biens livrables : Développement d'un portail web regroupant les informations sur les services en RAC.	MTESS (DMSI)	8	MIDI; MTESS; OPQ; MEES	\$0
Comité opération entreprises Québec	Mandat : Recenser les problématique de mise en œuvre et y apporter des solutions concrètes et ce, dans le but d'assurer un service de qualité. Principaux biens livrables : À la lumière du processus de traitement des demandes des entreprises, s'assurer qu'elles soient prises et répondues dans les délais requis.	MTESS (DMSEP)	4	MTESS; MEI	\$100

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité consultatif conjoint de Services Québec et Service Canada	Mandat : Créer un espace de partage des pratiques et des projets des deux organisations. Principaux livrables : Faire connaître les différentes initiatives existantes. Identifier les opportunités de collaboration. Démonstrations pratiques et théoriques des concepts, des projets et des outils.	MTESS (SDPSQ)	6	MTESS; Service Canada	\$0
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Mandat : Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente. Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	2	MTESS; Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick	\$0
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Ontario sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences	Mandat : Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente. Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente. Production d'un rapport quinquennal sur le suivi de l'Entente.	MTESS (STRAV)	2	MTESS; Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick	\$0
Comité directeur Accès- construction	Mandat : Lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTESS (SSTRAV). Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances. Principaux biens livrables : Repositionnement du	MTESS (STRAV)	3	MTESS; Revenu Québec; CCQ; RBQ; DPCP; MFQ; CNESST	\$0

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	comité; Élaboration d'outils; Mise en place d'un extranet, divers projets technologique; Échange d'information visant à lutter contre l'économie souterraine.				
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	Mandat : Assurer la protection des travailleurs temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien. Principaux biens livrables : Échange sur les enjeux et rédaction d'états de situation et des avis incluant des recommandations.	MTESS (STRAV)	3	MTESS; MIDI; MAPAQ; MRIF; CNESST; CDPDJ	\$0
Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	Mandat : Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum. Principaux biens livrables : Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	MTESS (STRAV)	5	MTESS; MFQ; CNESST; SCF; SCT; MEI	\$0
Comité sur les disparités de traitement	Mandat : Définir des scénarios de modification législative permettant d'éliminer les disparités de traitement existantes et documenter les impacts potentiels des scénarios définis. Principaux biens livrables :	MTESS (STRAV)	7	MFQ; Retraite-Québec; MEI	\$0
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre Québec et Terre-Neuve et Labrador sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Mandat : Suivre l'évolution, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux travaux de construction et traiter de toute autre question pertinente. Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	7	MTESS; Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador	\$0

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité d'arrimage des réalisations SIAFQ	<p>Mandat : Effectuer les arrimages requis entre les différents chantiers, apporter à l'attention du chef de projet les problématiques soulevées et proposer des pistes de solutions.</p> <p>Principaux biens livrables :</p> <p>Un tableau de suivis, une planification des travaux de même que des comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.</p>	MTESS (SRE)	8	MTESS; MSP; CRPQ; SQ	\$0
Comité de suivi, d'intégration et de surveillance de projet SIAFQ	<p>Mandat : Suivre les travaux et l'échéancier, traiter les problématiques, gérer les risques du projet, les enjeux rencontrés et proposer des solutions.</p> <p>Principaux biens livrables :</p> <p>Un tableau de suivis, une planification des travaux de même que des ordres du jour et comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.</p>	MTESS (SRE)	11	MTESS; MSP; CRPQ	0\$
Comité directeur du projet SIAFQ	<p>Mandat : Assurer le suivi et l'encadrement du projet en regard des orientations du Comité stratégique, de la portée, des coûts et de l'échéancier approuvés du projet.</p> <p>Principaux biens livrables :</p> <p>Un tableau de suivis et de décisions, un rapport d'avancement aux fins de reddition de compte (suivi des coûts, gestion des risques, demandes de changements, état de situation des chantiers, etc.) de même que des ordres du jour et comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.</p>	MTESS (SRE)	10	MTESS; MSP	\$0
Comité stratégique Accès UniQC	<p>Mandat : S'assurer du bon déroulement du projet à un niveau stratégique et ce, en regard des orientations ministérielles, de la portée, des coûts et de l'échéancier.</p>	MTESS (SPDSQ)	13	SCT, RAMQ, Revenu Québec, MCE, MJQ, MTESS	0\$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux biens livrables : Orientations stratégiques afin de guider les travaux, commentaires et approbation des livrables clés nécessaires à la mise en place de la solution gouvernementale Accès UniQC et transmission d’orientations si nécessaire.				
Comité aviseur des partenaires Accès UniQC	Mandat : Échanger sur les enjeux juridiques, assurer une compréhension commune des nouvelles solutions et échanger sur leurs impacts et enjeux. Principaux biens livrables : Avis quant aux stratégies de communication et de gestion du changement proposées, de même que concernant les enjeux en protection des renseignements personnels.	MTESS (SPDSQ)	13	RAMQ, Revenu Québec, Élections Québec, SAAQ, Retraite Québec, MTESS	0 \$
Comité d’experts en matière de protection des renseignements personnels, de sécurité et de la vie privée pour Accès UniQC	Mandat : Fournir, sur demande, leurs conseils en lien avec l’élaboration des projets du Service d’authentification gouvernemental et du Service québécois de l’identité et de l’adresse. Principaux livrables : Avis sur les documents qui leur seront présentés tel que : <ul style="list-style-type: none">des commentaires sur les solutions élaborées;des suggestions ainsi que des pistes d’action à considérer; la production d’un rapport sur demande et au besoin.	MTESS (SPDSQ)		RAMQ, Revenu Québec, SCT, MJQ, MTESS	870 \$
Comité directeur Accès UniQC	Mandat : Veiller au bon déroulement des projets du Service d’authentification gouvernemental et du Service québécois de l’identité et de l’adresse et faciliter les travaux d’arrimage entre eux.	MTESS (SPDSQ)	16	MJQ, RAMQ, Revenu Québec, SCT, MTESS	0\$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux livrables : Travaux et interventions afin de faciliter l’implication des organismes publics, avis de sécurité concernant la protection des renseignements personnels, réponses aux bloquants pour faciliter la prise de décision.				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-08

Titre :

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Seules les associations patronales et syndicales visées par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, lequel a été édicté le 28 novembre 2012. En plus de remplir le formulaire de demande de permis, le demandeur doit produire les documents suivants, qui doivent être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre :

1. l'acte de constitution de l'association, ses règlements et statuts, ainsi qu'un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
4. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
COLLABORATION : Aucune
VALIDATION : SSTRAY
DATE : 2019-03-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-10

Titre :

Effectif du ministère du Travail rattaché au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019, trois employés sont rattachés au Bureau des permis afin d'en assurer ses opérations :

- un directeur (assume également d'autres responsabilités au Secteur du Secrétariat du travail –SSTRAV du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale);
- un coordonnateur (assume également d'autres responsabilités au SSTRAV);
- une enquêteuse principale en matière frauduleuse et responsable du Registre des permis de service de référence de main-d'œuvre.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
COLLABORATION : Aucune
VALIDATION : SSTRAV
DATE : 2019-03-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-11

Titre :

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si un permis a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

Exposé et statistiques :

Le 4 avril 2018, l'Union internationale des journaliers d'Amérique du Nord – Local 62 a complété une demande de modification de son permis afin d'y ajouter la région du Nunavik.

Considérant que l'ensemble des conditions de modification d'un permis ont été respectées, un permis a été délivré le 4 mai 2018 pour une durée de trois ans.

De plus, le 20 juin 2018, l'Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada – Local 144 a complété une demande de modification à son permis afin d'y ajouter la région des Cantons de l'Est.

Puisque la demande de l'association respectait les conditions de modification, un permis lui a été délivré le 24 juillet 2018 pour une durée de trois ans.

**LISTE DES MODIFICATIONS DE PERMIS DE SERVICE DE RÉFÉRENCE DE
MAIN-D'ŒUVRE DES ASSOCIATIONS SYNDICALES**

En date du 31 mars 2019

Modifications effectuées en 2018-2019 : 2

Permis en vigueur en 2018-2019 : 43

<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>	<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>
Syndicat québécois de la construction (SQC)	En vigueur	CQPMCI – Local 1929	En vigueur
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	En vigueur	CQPMCI – Local 71	En vigueur
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	En vigueur	CQPMCI – Local 144	En vigueur / Modifié
CQPMCI – Local 4	En vigueur	CQPMCI – Local 500	En vigueur
CQPMCI – Local 7	En vigueur	CQPMCI – Local 825	En vigueur
CQPMCI – Local 58	En vigueur	CQPMCI – Local 160	En vigueur
CQPMCI – Local 134	En vigueur	CQPMCI – Local 761	En vigueur
CQPMCI – Local 271	En vigueur	CQPMCI – Local 380	En vigueur
CQPMCI – Local 929	En vigueur	FTQ – FIPOE	En vigueur
CQPMCI – Local 568	En vigueur	FTQ – Local 1	En vigueur
CQPMCI – Local 1604	En vigueur	FTQ – Local 9	En vigueur
CQPMCI – Local 116	En vigueur	FTQ – Local 99	En vigueur
CQPMCI – Local 62	En vigueur / Modifié	FTQ – Local 100	En vigueur
CQPMCI – Local 527-A	En vigueur	FTQ – Local 135	En vigueur
CQPMCI – Local 89	En vigueur	FTQ – Local 2016	En vigueur
CQPMCI – Local 96	En vigueur	FTQ – Local 618	En vigueur
CQPMCI – Local 101	En vigueur	FTQ – Local 777	En vigueur
CQPMCI – Local 2182	En vigueur	FTQ – Local 1676	En vigueur
CQPMCI – Local 711	En vigueur	FTQ – Local 2366	En vigueur
CQPMCI – Local 905	En vigueur	FTQ – CONSTRUCTION	En vigueur
CQPMCI – Local 349	En vigueur	FTQ – AMAQ	En vigueur
CQPMCI – Local 1135	En vigueur		

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre
COLLABORATION : Aucune
VALIDATION : SSTRAV
DATE : 2019-03-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-14

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.

Les renseignements sont disponibles dans le Budget de dépenses 2019-2020.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2019-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-16

Titre : Liste de tous les conflits de travail en 2017-2018 et en 2018-2019; identifier la chronologie des actions prises dans les différents dossiers.										
Exposé et statistiques : Liste de tous les arrêts de travail, du 1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019, dans lesquels une intervention en médiation-conciliation a eu lieu et le nombre de rencontres avec les parties.										
Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Bérubé Chevrolet Cadillac Buick GMC ltée	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2016-07-14	12	2016-07-08	2018-08-29	2018-08-29	Entente conclue en conciliation
Centre de la petite enfance Multi-Gardes ¹	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-04-09	3	2018-04-26	2018-05-07	2018-12-11	Entente conclue en conciliation
Centre de la petite enfance « Au royaume des bouts de choux » ¹	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-04-16	3	2018-05-07	2018-05-07	2018-12-12	Entente conclue en conciliation

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Centre de la petite enfance Aux portes du matin inc. ¹	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-04-16	2	2017-05-08	2018-05-08		
Drouin Automobile ltée St-Georges	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-11	8	2017-11-03	2018-08-06	2018-08-23	Entente conclue en conciliation
Kennebec Dodge Chrysker inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-11	8	2017-11-03	2018-08-06	2018-08-23	Entente conclue en conciliation
St-Georges Chevrolet Pontiac Buick	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-11	8	2017-11-03	2018-08-06	2018-08-23	Entente conclue en conciliation
Drouin et frères	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-11	8	2017-11-03	2018-08-06	2018-08-23	Entente conclue en conciliation
Corporation d'Urgences-santé	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-11-09	27	2017-12-19	2018-04-06		
Aluminerie de Bécancour inc. ²	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-11-22	64	2018-01-11			
PPG Revêtements Architecturaux Canada inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2018-04-12	2	2018-03-12	2018-05-14	2018-05-14	Entente conclue en conciliation

¹ Ces interventions ont été comptabilisées pour une seule grève.

² Ce dossier regroupe 3 unités d'accréditation. Un médiateur spécial a été nommé le 23 avril 2018 à ce dossier.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Béton Provincial ltée - Sherbrooke	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Lock-out	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2018-03-15	1	2018-03-13	2018-04-02	2018-03-29	Entente conclue en conciliation
2967880 Canada inc. (Résidences Soleil Manoir Sherbrooke)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-24	9	2018-04-23	2018-07-05	2018-07-27	Entente conclue en conciliation
Lucien Bissonnette inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-03-23	3	2018-04-23	2018-04-25	2018-07-27	Entente conclue en conciliation
Université du Québec à Trois-Rivières ³	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-12-23	41	2018-05-02	2018-05-16	2018-10-29	Entente conclue en médiation
Systèmes d'Alarmes Prudential ltée	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Lock-out	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2018-05-22	2	2018-05-07	2018-06-10	2018-06-08	Entente conclue en conciliation
Gil-Ber inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-03-02	7	2018-06-05 ⁴	2018-06-07	2018-07-27	Entente conclue en conciliation
Les Autobus La Montréalaise inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrête de travail terminé lors de la réception de la demande	2018-05-29	6	2018-05-15	2018-05-15		

³ Un médiateur a été nommé le 1^{er} mai 2018 dans ce dossier.

⁴ Préalablement à cette grève, il y a eu une grève d'une journée le 15 mai 2018.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Autobus B. Dion (Windsor) ltée	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrête de travail terminé lors de la réception de la demande	2018-11-29	3	2018-05-15	2018-05-15		
Autobus la Diligence inc	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrête de travail terminé lors de la réception de la demande	2019-01-16	0	2018-06-05	2018-06-05. ⁵		
CMC Électronique inc. (Employés de bureau)	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-05-16	3	2018-05-24	2018-06-11	2018-07-27	Entente conclue en conciliation
CMC Électronique inc. (Employés de l'usine)	Réouverture de la convention	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-05-16	3	2018-05-24	2018-06-11	2018-07-27	Entente conclue en conciliation
Elopak Canada inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-01-15	17	2018-05-29	2018-06-18	2018-07-18	Entente conclue en conciliation
Héma-Québec (assistants techniques de laboratoire)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-07-06	6	2018-07-17 ⁵	2018-07-17		
Héma-Québec (Montréal)	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrête de travail terminé lors de la réception de la demande	2018-08-28	4	2018-07-17 ⁵	2018-07-17		
Héma-Québec (Table centrale)	Nomination par le/la ministre-art.13 Loi min. du Travail	Les deux parties	Grève	Arrête de travail terminé lors de la réception de la demande	2018-09-12	9	2018-07-17 ⁶	2018-07-17		

⁵ Ce dossier regroupe 3 unités d'accréditation. Préalablement à cette grève, il y a eu une grève le 15 mai 2018.

⁶ Préalablement à cette grève, il a eu deux journées de grève les 30 et 31 mai 2018. Ce dossier regroupe 6 unités d'accréditation.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Syndicat de l'Enseignement de la Haute-Yamaska inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-12-20	11	2018-06-04	2018-11-16		
Ville de Vaudreuil-Dorion	Blancs-bleus et autres - renouvellement de convention	Partie syndicale	Grève	Arrête de travail terminé lors de la réception de la demande	2018-09-28	2	2018-06-11	2018-06-22	2019-01-09	Entente conclue en médiation
CAE inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2018-06-22	6	2018-06-22	2018-07-25	2018-07-27	Entente conclue en conciliation
Bibliothèque et archives nationales du Québec	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-02-12	6	2018-08-14	2018-08-14 ⁷	2018-09-23	Entente conclue en conciliation
Oldcastle Building Envelope Canada Inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-04-09	17	2018-07-06	2018-09-23	2018-10-26	Entente conclue en conciliation
Société des loteries du Québec	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-06-27	11	2019-01-24 ⁸	2019-03-13		
Résidences Soleil - Manoir Laval	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-05-16	1	2018-07-17	2018-08-07	2018-08-07	Entente conclue en conciliation

⁷ Préalablement à cette grève, il y a eu une journée de grève le 3 juillet 2018.

⁸ Il s'agit d'une grève de soir, de nuit et de fin de semaine. Préalablement à cette grève, il y a eu des grèves du 13 au 16 et du 20 au 23 juillet, du 16 au 20 août, du 1^{er} au 2 septembre et du 29 novembre au 7 décembre 2018.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Les Résidences Soleil – Pointe aux Trembles	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-05-18	5	2018-07-17	2018-08-07	2018-08-07	Entente conclue en conciliation
Les Résidences Soleil Manoir Mont St-Hilaire	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-05-18	2	2018-07-17	2018-08-07	2018-08-07	Entente conclue en conciliation
Les résidences Soleil – Manoir St-Laurent	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-05-18	3	2018-07-17	2018-08-07	2018-08-07	Entente conclue en conciliation
Les Résidences Soleil - Manoir Granby	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-05-18	1	2018-07-17	2018-08-07	2018-08-07	Entente conclue en conciliation
Société des alcools du Québec	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-02-22	104	2018-11-29 ⁹	2018-11-29	2019-02-28	Entente conclue en conciliation
Maax Bath Inc. (Division de Lachine)	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-01-03	12	2018-07-20	2018-07-24	2018-08-08	Entente conclue en conciliation
Ville de Cookshire-Eaton	Blancs-bleus et autres - renouvellement de convention	Les deux parties	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2018-07-26	3	2018-07-23	2018-08-12	2018-09-15	Entente conclue en médiation
Calèches Québec inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-04-19	18	2018-07-25			

⁹ Préalablement à cette grève, il y a eu des grèves le 17 juillet, le 22 août, les 9, 10 et 28 septembre, le 26 octobre et du 16 au 18 novembre 2018.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Graymont (Portneuf) inc. Division Carrière Calco	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-06-20	3	2018-07-30	2018-09-25	2018-09-20	Entente conclue en conciliation
Centre de la petite enfance Allô mon ami et Allô mon ami II ¹⁰	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2016-07-04	16	2018-08-27	2018-08-27	2019-03-19	Entente conclue en conciliation
Béton Provincial ltée - Matane	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-03-26	6	2018-09-04	2018-12-07	2018-12-07	Révocation de l'accréditation
Caisse Desjardins de Rouyn- Noranda	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-05-16	6	2019-02-14 ¹¹	2019-03-08	2019-03-08	Entente conclue en conciliation
Pages Jaunes Solutions numériques et médias limitée	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-04-24	13	2018-09-10	2018-11-19	2018-11-20	Entente conclue en conciliation
Brandon Transport inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-25	8	2018-11-02 ¹²	2018-11-13	2018-11-13	Fermeture d'entreprise
COREM ¹³	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève et lock-out	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-05-11	8	2018-10-22	2018-10-31	2018-11-16	Entente conclue en conciliation

¹⁰ Cette intervention regroupe cinq unités d'accréditation.

¹¹ Préalablement à cette grève, le 4 septembre 2018, il y eu une grève d'une heure suivie d'un lock-out de deux heures.

¹² Préalablement à ce lock-out, des grèves ont eu lieu du 10 au 12 octobre et les 6 et 7 novembre 2018.

¹³ Cette intervention regroupe deux unités d'accréditation.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Oasis St-Damien inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-07-12	8	2018-11-12	2018-11-14		
Résidence des Bâtisseurs-Matane	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-02-06	15	2018-11-13			
Société de transport de Montréal	Blancs-bleus et autres - renouvellement de convention	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-09-05	69	2018-11-15	2018-11-15	2019-03-19	Entente conclue en médiation
Locweld inc.	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2018-11-22	3	2018-12-03 ¹⁴	2018-12-03		
Merinov	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-10-05	3	2018-12-04	2018-12-04		
Société en commandite Villa d'Alma	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-10-05	5	2018-12-15	2018-12-21	2019-01-08	Entente conclue en conciliation
Télé-Université	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-10-10	26	2019-01-29			
Ville de Mascouche	Blancs-bleus et autres - renouvellement de convention	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2018-12-06	0	2019-02-12	2019-02-13		

¹⁴ Préalablement à cette grève, il y a eu deux journées de grève les 19 et 30 novembre 2018.

Employeur principal	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Caisse populaire Desjardins de Hauteville	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2019-03-01	0	2019-02-18	2019-02-21		
Association d'employeurs et syndicale	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Association patronale nationale des CPE (APNCPE)/ Syndicat régional des travailleuses et travailleurs en CPE du Cœur du Québec – CSN	Renouvellement de la convention collective	Partie syndicale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-03-20	6	2018-05-08 ¹⁵	2018-05-09	2018-08-01	Entente conclue en conciliation
APNCPE/Syndicat des travailleuses (eurs) des centres de la petite enfance de Montréal et Laval	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-03-20	15	2018-06-06 ¹⁶	2018-06-17	2018-12-14	Entente conclue en conciliation
APNCPE/Syndicat des travailleuses(eurs) des centres de la petite enfance de l'Estrie CSN	Renouvellement de la convention collective	Partie patronale	Grève	Arrêt de travail déclenché en cours d'intervention	2017-03-20	6	2018-04-19 ¹⁷	2018-04-19	2018-07-20	Entente conclue en conciliation

¹⁵ Préalablement à cette grève, il y a eu des journées de grève le 13 mars et les 19 et 20 avril 2018. Ce dossier regroupe 13 unités d'accréditation.

¹⁶ Préalablement à cette grève, il y a eu une grève les 18 et 19 avril 2018. Ce dossier regroupe 58 unités d'accréditation.

¹⁷ Ce dossier regroupe 12 unités d'accréditation.

Association d'employeurs et syndicale	Contexte d'intervention	Origine de la demande	Statut de l'arrêt de travail	Présence d'arrêts de travail	Date d'assignation	N ^{bre} total de rencontres	Début de l'arrêt de travail	Fin de l'arrêt de travail	Date conclusion	Conclusion
Corporation des services d'ambulance du Québec / Fédération des employés du préhospitalier du Québec (FPHQ)	Renouvellement de la convention collective	Autres	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-10-20	2	2017-03-09 ¹⁸	2018-10-26	2018-10-30	Entente conclue en médiation
Coalition québécoise des entreprises ambulancières /FPHQ	Renouvellement de la convention collective	Autres	Grève	Arrêt de travail en cours lors de la réception de la demande	2017-10-20	7	2017-03-09 ¹⁹	2018-10-26	2018-10-30	Entente conclue en médiation

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

DGRT – Secteur des relations du travail

 Direction adjointe du Secrétariat général
 2019-03-30

¹⁸ Dans ce dossier, il y a eu plusieurs grèves, soit du 9 mars au 24 juillet 2017 et à partir du 3 août 2017.
¹⁹ Dans ce dossier, il y a eu plusieurs grèves, soit du 9 mars au 24 juillet 2017 et à partir du 3 août 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-17

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion d’organismes relevant du ministre du Travail.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n’y a pas eu d’études, d’analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant un projet de fusion d’organismes relevant du ministre du Travail, de l’Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION : Aucune
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-18

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant une refonte du Code du travail.

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-19

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte de la loi sur les normes du travail. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

Dans le cadre des travaux ayant mené à l'adoption, le 12 juin 2018, du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, deux documents ont été rendus publics :

- Rapport de la Commission de l'économie et du travail - Consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 176, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail Ce rapport contient en annexe la liste des personnes et des organismes qui ont été entendus :

<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-152-41-1.html>

- La Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail (2018, chapitre 21)

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2018C21F.PDF>

SOURCE : SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-20

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant la hausse de congés payés et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

Toutefois, dans le cadre des travaux parlementaires ayant mené à l'adoption, le 12 juin 2018, de la Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, des consultations particulières ont été tenues.

Le Rapport de la Commission de l'économie et du travail sur ces consultations particulières contient, en annexe, la liste des personnes et des organismes qui ont été entendus. Le rapport est disponible à l'adresse suivante : <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-152-41-1.html>

SOURCE : SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-03-30

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-21

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant le harcèlement psychologique au travail et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

Toutefois, dans le cadre des travaux parlementaires ayant mené à l'adoption, le 12 juin 2018, de la Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail, des consultations particulières ont été tenues.

Le Rapport de la Commission de l'économie et du travail sur ces consultations particulières contient, en annexe, la liste des personnes et des organismes qui ont été entendus. Le rapport est disponible à l'adresse suivante : <http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-152-41-1.html>

SOURCE : SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-22

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant les agences de placement et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

Toutefois, dans le cadre des travaux parlementaires ayant mené à l'adoption, le 12 juin 2018, de la Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail (2018, chapitre 21) (Loi 21 de 2018), des consultations particulières ont été tenues.

Le Rapport de la Commission de l'économie et du travail sur ces consultations particulières contient, en annexe, la liste des personnes et des organismes qui ont été entendus. Le rapport est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-152-41-1.html>

Aussi, le 5 juin 2018, toujours dans le cadre des travaux parlementaires de la Loi 21 de 2018, la ministre responsable du Travail a déposé à la Commission de l'économie et du travail des intentions réglementaires relativement aux agences de placement de personnel et aux agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires. Ces intentions réglementaires sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/commissions/CET/mandats/Mandat-40123/documents-deposes.html>

SOURCE : SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-23

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, le Secteur du Secrétariat du travail a publié une analyse d'impact réglementaire (AIR) concernant la révision du taux général du salaire minimum (SM).

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2019-01-29.pdf

SOURCE : DRIMT - SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-24

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l’implantation d’un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l’augmentation du salaire minimum.

Exposé et statistiques :

Le lien vers l’analyse d’impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum fourni dans le cadre de la question RP-23 prend en compte les différents paramètres sociaux et économiques associés à l’augmentation du salaire minimum.

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-25

Titre :

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, le Secteur du Secrétariat du travail a publié une analyse d’impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum, laquelle présente les augmentations respectives prévues au 1^{er} mai 2019 au taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de framboises et au taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de fraises.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2019-01-29.pdf

SOURCE : SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-27

Titre : Évolution du nombre de conciliateurs/médiateurs depuis cinq ans, par année financière.
--

**Évolution du personnel régulier
ayant le corps d’emploi conciliateur/médiateur¹**

Conciliateur/médiateur	2018-2019 (au 27 février 2019)
Nombre de conciliateur/médiateur	22

¹ Données extraites du SAGIP à la paie 24 du 28 février 2019 (effectifs en lien d’emploi au 27 février 2019).

À noter qu’aucun employé occasionnel n’était conciliateur/médiateur au 27 février 2019.

SOURCE : DGRH - SSGRI
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-28

Titre :
Évolution du nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur, depuis cinq ans, par année financière.

	2018-2019 ¹
Médiateurs-conciliateurs	19*
Dossiers traités	745
Dossiers par médiateur-conciliateur	39,21

¹ Pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019.

* En 2018-2019, des médiateurs-conciliateurs réguliers occupaient par intérim les deux postes de directeurs de la médiation-conciliation, l’un à Québec et l’autre à Montréal. Ils ont été soustraits du calcul (22-2), car ils assument une fonction d’encadrement à l’heure actuelle. Un médiateur-conciliateur en congé de maladie pour l’ensemble de cette période a également été soustrait du calcul, ce qui donne le total de 19.

SOURCE : Secteur des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-29

Titre :

Depuis décembre 2014, nombre de dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*.

Exposé et statistiques :

Il y a présentement 154 dossiers liés à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* qui font l’objet d’un suivi.

SOURCE : Secteur des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-30

Titre :

Depuis 10 ans, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer :

- a. la nature ou l'objet du contrat;
- b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autres);
- c. une copie du contrat;
- d. une copie du résultat ;
- e. le coût du contrat.

Exposé et statistiques :

Veillez référer à la réponse de la question 7 des renseignements généraux.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-31

Titre :

Liste des projets informatiques depuis 10 ans :

- a) évolution des coûts pour chacun des dossiers;
- b) nombre de consultants externes et coûts associés;
- c) indiquer la somme dépensée depuis 10 ans, par année financière (et prévisions pour 2019-2020), pour l'informatique et les technologies de l'information ;
- d) préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques :

Il n'y a eu aucun projet informatique en 2018-2019 au Ministère pour le volet Travail.

SOURCE : SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-32

Titre :

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

Exposé et statistiques :

La Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction est aussi connue sous le nom de commission Charbonneau.

Dans le cadre des travaux ayant menés à l'adoption, le 31 mai 2018, de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau, trois documents ont été rendus publics :

- Le Rapport de la Commission de l'économie et du travail - Étude détaillée du projet de loi n° 152, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau :

<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-152-41-1.html>

- La Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau (2018, chapitre 12) :

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2018C12F.PDF>

- Le Décret 869-2018 du 20 juin 2018 mettant en œuvre les dispositions de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau (2018, chapitre 12) :

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=2018F%2F69001.PDF>

SOURCE : Direction des politiques du travail - STTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-33

Titre :

État de situation du suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Note : La Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction est aussi connue sous le nom de commission Charbonneau.

- Le 24 novembre 2015, la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction a rendu public son rapport.
 - Le rapport contient 60 recommandations dont six visent les lois relevant du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- Le 31 mai 2018 : Adoption et sanction de la Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau (Loi).
- Le 20 juin 2018 : Entrée en vigueur des dispositions de la Loi par décret.

SOURCE : Direction des politiques du travail – SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-34

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Aucune somme particulière n'a été dévolue au cours de l'exercice 2018-2019, autre que celles associées aux ressources internes œuvrant à donner suite aux recommandations contenues dans le rapport de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction.

SOURCE : Direction des politiques du travail – SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-35

Titre :

Tout rapport, document ou étude concernant la mise en place des recommandations du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse à la question RP 36.

SOURCE : Direction des politiques du travail – SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-36

Titre :

État de situation du suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

État de situation relatif au suivi du rapport du Comité de vigie :

- Recommandation 1 (poursuite d'une activité de vigie) : la Commission de la construction du Québec (CCQ) effectue une vigie continue du Carnet référence construction (CRC) et produit annuellement un rapport. Le Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre effectue annuellement une visite de la grande majorité des titulaires de permis.
- Recommandations 3, 4 et 5 (les femmes et la discrimination) : le nouveau Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024 (PAEF) est entré en vigueur en 2015 et il semble déjà avoir un impact positif. En effet, la proportion de femmes dans l'industrie à la fin de l'année 2018 est de 2,1 %, comparativement à 1,3 % avant l'entrée en vigueur du PAEF.
- Recommandations 6 et 7 (disponibilité des salariés) : la CCQ peut désormais fournir aux salariés un historique de référence et les employeurs auxquels ils ont été référés. Elle évaluera la possibilité de modifier administrativement les ratios salariés sans emploi / salariés en emploi dans ses listes de référence.
- Recommandation 8 (avis d'embauche et mises à pied; fonctionnalités du CRC) : la CCQ offre le service personnalisé de deuxième ligne aux employeurs pour les demandes multiples. Plusieurs améliorations visant les fonctionnalités du CRC ont déjà été mises en œuvre, notamment l'optimisation des données disponibles au profil professionnel du travailleur, l'ergonomie du CRC, la facilité d'y enregistrer les données et l'optimisation de l'outil pour les titulaires de permis.
- Recommandation 9 (avis d'embauche et mises à pied; comité paritaire d'utilisateurs) : le Forum Service à la clientèle a été mis en place par la CCQ pour toutes discussions visant le CRC et pour traiter les difficultés rencontrées.
- Recommandation 10 (profil professionnel et CV) : La CCQ a procédé à une optimisation du profil professionnel, surtout les volets expériences de travail, employeurs antérieurs, formations suivies et heures effectuées (24 derniers mois).
- Recommandations 14 et 15 (codes d'éthique) : le Bureau des permis a informé tous les titulaires de permis de la nécessité de désigner un responsable de l'application de leur code d'éthique.

SOURCE : Direction des politiques du travail – SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-02

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-37

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d’œuvre dans l’industrie de la construction, et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Aucune somme particulière n’a été dévolue au cours de l’exercice 2018-2019 autres que celles associées aux ressources internes pour assurer le suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d’œuvre dans l’industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

SOURCE : Direction des politiques du travail – SSTRAV
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-39

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, aucune mesure ou somme n'ont été engagées par le Secteur du Secrétariat du travail (SSTRAV) du ministère du Travail, de l'emploi et de la Solidarité sociale pour prévenir et lutter spécifiquement contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Vous référer à la réponse de la question RP-40 pour connaître les mesures et sommes engagées en 2018-2019 par le SSTRAV pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail, lesquelles sont susceptibles de bénéficier à l'ensemble de la population du Québec, y compris les Autochtones.

SOURCE : SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-40

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail.

Exposé et statistiques :

En 2018-2019, la mise en œuvre l'action 50 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021, soit de « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière » a été amorcée.

Les actions suivantes ont été entreprises :

- effectuer une revue de la littérature des différents travaux présentant l'état de la situation dans divers milieux de travail, tant au Québec qu'à l'extérieur;
- effectuer un sondage sur la prévalence du harcèlement sexuel dans les milieux de travail québécois;
- tenir des groupes de discussion avec des victimes de harcèlement sexuel au travail qui ont dénoncé la situation;
- documenter l'usage et la pertinence des différents recours disponibles;
- dresser un bilan des bonnes pratiques en matière de prévention.

Au 28 février 2019, aucune somme n'a été engagée par le Secteur du Secrétariat du travail pour réaliser ces actions.

Le 22 juin 2018, le premier appel de projets dans le cadre du Programme visant la lutte contre le harcèlement psychologique ou sexuel dans les milieux de travail (Programme) a été lancé. Il est doté d'un budget de 6 M\$ sur trois ans provenant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et il est administré par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST). Le Programme comporte deux volets :

- Le Programme d'aide à la sensibilisation des personnes salariées et des travailleurs autonomes en matière de harcèlement psychologique ou sexuel au travail, consacré à des projets soumis par des associations de travailleurs (volet Travailleurs);
- Le Programme d'aide au respect des normes touchant le harcèlement psychologique ou sexuel au travail, consacré à des projets soumis par des associations d'employeurs (volet Employeurs).

Dans le cadre du premier appel de projets, 13 projets ont été retenus : 6 pour le volet Employeurs et 7 pour le volet Travailleurs. Le total des subventions attribuées par la CNESST pour cet appel s'élève à près de 950 000 \$.

Le 8 mars 2019, le gouvernement du Québec a annoncé le lancement du deuxième appel de projets. Les demandeurs ont jusqu'au 17 avril 2019 pour déposer leur projet à la CNESST.

SOURCE : DRIMT - SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-41

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum présente certaines informations sexuées.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2019-01-29.p

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 167 700, ce qui correspond à 58 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1^{er} mai 2019.

Ces salariés bénéficieront d'une augmentation de 2,19 points de pourcentage de leur pouvoir d'achat, ce qui se traduira par une augmentation annuelle de leur revenu disponible variant entre 400 \$ et 650 \$, selon le nombre d'heures travaillées et le type de famille économique.

SOURCE : SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-42

Titre :

État de situation du suivi du rapport de la Commission d’enquête sur l’octroi et la gestion des contrats publics dans l’industrie de la construction et de la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

- Voir la réponse transmise à la question RP-33

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-43

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquez si le SCF a suggéré aux autres ministères et organismes impliqués dans le comité de produire une ADS. Indiquer également, le cas échéant, les sommes et les ETC dédiés pour la production de cette ADS.

Exposé et statistiques :

Il n'a pas été suggéré par le Secrétariat à la Condition féminine de produire une analyse différenciée selon les sexes pour décider de l'évolution du salaire minimum.

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum présente certaines informations sexuées.

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_LNT_2019-01-29.p

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 167 700, ce qui correspond à 58 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1^{er} mai 2019.

Ces salariés bénéficieront d'une augmentation de 2,19 points de pourcentage de leur pouvoir d'achat, ce qui se traduira par une augmentation annuelle de leur revenu disponible variant entre 400 \$ et 650 \$, selon le nombre d'heures travaillées et le type de famille économique.

SOURCE : SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-44

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport de la Commission d’enquête sur l’octroi et la gestion des contrats publics dans l’industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse fournie à la question RP-34.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-45

Titre :

Sommes dévolues au suivi du rapport du Comité de vigie sur la référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction et à la mise en place des recommandations.

Exposé et statistiques :

Voir la réponse fournie à la question RP-37.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-46

Titre :

État d'avancement concernant des modifications législatives pour encadrer le travail bénévole dans le secteur de la construction

Exposé et statistiques :

Le 26 avril 2017, le projet de Règlement sur les travaux bénévoles de construction a été publié à la *Gazette officielle du Québec* pour une période consultation publique de 45 jours.

Le Règlement sur les travaux bénévoles de construction a été publié à la *Gazette officielle du Québec* le 8 novembre 2017.

Il est entré en vigueur le 23 novembre 2017.

SOURCE : SSTRAV

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général

DATE : 2019-04-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-47

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis cinq ans, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le CCTM appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2018-2019

Avis demandés

- Avis concernant la nomination d'un membre représentant les employeurs au Comité consultatif sur les normes du travail à la Commission des normes, de l'équité et de la santé et de la sécurité du travail (juillet 2018)
- Avis concernant la nomination au poste de vice-président chargé des questions relatives à la Loi sur l'équité salariale, du comité de direction de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (novembre 2018)
- Avis concernant la nomination au poste de vice-président du Tribunal administratif du travail -Division relations du travail, services essentiels, construction et qualification professionnelle (décembre 2018)
- Avis sur la santé psychologique au travail (25 février 2019)
- Avis concernant une nomination à la présidence du Tribunal administratif du travail (mars 2019)
- Avis concernant une nomination à la vice-présidence du Tribunal administratif du travail (mars 2019)
- Avis sur la nomination de membres du Tribunal administratif du travail (mars 2019)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-16

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-48

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des cinq dernières années et de celle en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le CCTM appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2018-2019

Avis réalisés

Avis à l'initiative du CCTM concernant le *Règlement sur la rémunération des arbitres* (juin 2018)

Avis à l'initiative du CCTM concernant les arbitres non-inscrits ou désengagés (mars 2019)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-49

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des cinq dernières années. Fournir l'objet de la plainte.

Exposé et statistiques :

2018-2019

Plaintes traitées : 5

Décisions rendues : 5

Cas en délibéré : 0

Les plaintes traitées avaient pour objet une de ces causes :

- Manque d'impartialité de l'arbitre
- Règles de compétence et de conduite professionnelle

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION: Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-50

Titre :

Liste des avis de licenciement collectif reçus au ministère depuis cinq ans. Fournir une ventilation par région et les renseignements suivants :

- a. nom et adresse de l'entreprise;
- b. date de l'avis ou de la fermeture;
- c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;
- d. nombre total d'employés de l'entreprise;
- e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f. motifs du licenciement.

Exposé et statistiques :

La réponse à cette questions sera incluse dans les réponses du volet Emploi et Solidarité sociale du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

SOURCE : Direction adjointe du Secrétariat général

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-51

Titre :

Liste des dépenses de fonctionnement par année depuis 10 ans.

Exposé et statistiques :

Liste des dépenses de fonctionnement du BEM pour 2018 (année civile)

Catégories de dépenses	Montants
Services de transport, de communication et autres postes	59 173,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 343 720,00 \$
Location de meubles	3 832,00 \$
Location de biens immeubles	437 851,00 \$
Fournitures et équipements	115 714,00 \$
Investissement	2 052,00 \$
Total	1 962 342,00 \$

SOURCE :

BEM – Bureau d’évaluation médicale

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction adjointe du Secrétariat général

DATE :

2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-52

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d’emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis cinq ans et prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d’évaluation médicale (BEM) n’a pas de bureaux régionaux.

Le BEM a un bureau à Montréal et un autre à Québec.

SOURCE :	Service des budgets d’administration
COLLABORATION :	BEM – Bureau d’évaluation médicale
VALIDATION :	Direction adjointe du Secrétariat général
DATE :	2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-53

Titre :

Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d’attente au cours des cinq dernières années.

Exposé et statistiques :

Nombre de dossiers au BEM en 2018

Année civile	Nombre de dossiers
2018	11 401

DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYENS

Année civile	Délai moyen d’évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2018	55,2	13,1	68,3

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Bureau d’évaluation médicale

SRT

Direction adjointe du Secrétariat général

2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-54

Titre :
Nombre d’avis confirmant ou infirmant l’opinion du médecin traitant depuis cinq ans, par année financière.

Le Bureau d’évaluation médicale (BEM) ne compile aucune statistique au regard du nombre d’avis confirmant ou infirmant l’opinion du médecin traitant.

SOURCE :	Bureau d’évaluation médicale
COLLABORATION :	SRT
VALIDATION :	Direction adjointe du Secrétariat général
DATE :	2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-55

Titre :

Nombre d’avis demandés par la CNESST et nombre d’avis demandés par les employeurs depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Nombre d’avis produits au Bureau d’évaluation médicale (BEM) :

Année financière	CNESST	Employeur	CNESST et employeur	Total
2018-2019*	2 977	7 418	0	10 395

***Note : période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019.**

SOURCE :	Bureau d’évaluation médicale
COLLABORATION :	SRT
VALIDATION :	Direction adjointe du Secrétariat général
DATE :	2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-56

Titre :
Liste des médecins du BEM approuvée selon l’article 216 de la *Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles* depuis cinq ans, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.

Période du 1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019	
Spécialité	Membre
Chirurgie buccale	Giguère, Michel
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Gosselin, Michel
Chirurgie orthopédique	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bolduc, Marie Eve
	Boubez, Ghassan
	Cloutier, Réjean
	Daoud, Hany
	Dehnade, Famararze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Fraser, Myriam
	Gagnon, Serge
	Gagnon, Sylvain
	Godbout, Véronique
	Greenfield, Garry
	Grimard, Guy
	Grondin, Philippe Paul
	Jodoin, Alain
	Labelle, Hubert
	Larochelle, Pascale
	Lemire, Luc
	Mac, Thien Vu
	Michaud, Guillaume
	Morazain, Louis
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Gregory
	Paradis, Gaston R.
	Perron, Odette
	Porlier, Jean-Paul
	Sepehr-Arae, Arash
	Wiltshire, David G.

Spécialité	Membre
Chirurgie plastique	Bourget, Amélie
	Duranceau, Louise
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentiste	LaBelle, Hubert R.
	Schwartz, Melvin
Dermatologie	Moreau, Linda
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre
	Drouin, Denis
	Dupuis, Jean-Luc
	Laberge, Janick
Médecine interne	Coiteux, Isabelle
	Nguyen, Diem-Quyen
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	Parent, René
	Tinawi, Simon
Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan
	Bouvier, Guy
	Cantin, Léo
	Chaalala, Chiraz
	Demers, Jacques
	Malak, Ramez
	McLelland, Hans
	Michaud, Yzabel
	Moumdjian, Robert A.
	Séguin, Mario
	Shedid, Daniel
	Turcotte, Jean-François
	Yuh, Sung-Joo
Neurologie	Bérubé, Arline
	Bourgeau, Pierre
	Masson, Hélène
Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.
	Mathieu-Millaire, Francine
	Robert, Marie-Claude
Oto-Rhino-Laryngologie/chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
Pneumologie	Beaupré, Alain
	Saad, Nathalie
Psychiatrie	Bemmira, Sara
	Benoit, Suzanne
	Calouche, Sonia
	Dumont, Daniel
	Labrie, Christian
	Lageix, Philippe
	Leblanc, Jean
	Leclair, Suzanne
	Nguyen, Maud
	Ouellet, Ronald
	Primeau, François
	Soulières, Annie
	Ziegenhorn, Andreas Alfred

Spécialité	Membre
Rhumatologie	Mathieu, Jean-Pierre
Urologie	Dessureault, Jean

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Bureau d’évaluation médicale

SRT

Direction adjointe du Secrétariat général

2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-57

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis cinq ans, par année financière.

Période du 1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019	
Membre	N ^{bre} d'avis
Abboud, Samir	23
Al-Atassi, Borhan	179
Arsenault, Sarto	112
Bazinet, Brigitte	312
Beaumont, Pierre	169
Beaupré, Alain	7
Bemmira, Sara	4
Benoit, Suzanne	40
Bérubé, Arline	42
Bolduc, Marie Eve	12
Boubez, Ghassan	192
Bourgeau, Pierre	111
Bourget, Amélie	15
Bouvier, Guy	67
Calouche, Sonia	14
Carrier, Jude	0
Cantin, Léo	21
Chaalala, Chiraz	10
Cloutier, Réjean	314
Coiteux, Isabelle	1
Dalcourt, Jean-Pierre	128
Daoud, Hany	516
Dehnade, Famararze	251
Demers, Jacques	321
Desloges, Danielle	403
Dessureault, Jean	7
Drouin, Denis	77
Duchesne, Robert	206
Dufour, Marcel	271
Dumont, Daniel	9
Dupuis, Jean-Luc	0
Duranceau, Louise	175
Fallaha, Michel	397
Fournier, Karl	259

Membre	N ^b re d'avis
Fraser, Myriam	7
Gagnon, Serge	166
Gagnon, Sylvain	76
Giguère, Michel	14
Godbout, Véronique	28
Gosselin, Michel	19
Greenfield, Garry	337
Grimard, Guy	13
Grondin, Philippe Paul	6
Jodoin, Alain	321
Labelle, Hubert	349
LaBelle, Hubert R.	1
Laberge, Janick	166
Labrie, Christian	8
Lafond, Gilles-P.	11
Lageix, Philippe	0
Larochelle, Pascale	11
Leblanc, Jean	16
Leclair, Suzanne	6
Lemire, Luc	114
Léveillé, André	226
Mac, Thien Vu	208
Malak, Ramez	219
Masson, Hélène	49
Mathieu, Jean-Pierre	1
Mathieu-Millaire, Francine	11
McLelland, Hans	169
Michaud, Guillaume	2
Michaud, Yzabel	141
Morazain, Louis	61
Moreau, Linda	5
Morin, François	89
Moumdjian, Robert A.	135
Nault, Théodore	405
Nguyen, Diem-Quyen	3
Nguyen, Maud	3
Ortaaslan, Sevan Gregory	0
Ouellet, Ronald	4
Paradis, Gaston R.	260
Parent, René	319
Pelletier, Johanne	207
Perron, Odette	128
Porlier, Jean-Paul	43
Primeau, François	33
Robert, Marie-Claude	2
Saad, Nathalie	0
Schwartz, Melvin	1
Séguin, Mario	21
Sepehr-Arae, Arash	532

Membre	N ^{bre} d'avis
Shedid, Daniel	479
Soulières, Annie	16
Tinawi, Simon	20
Turcotte, Jean-François	21
Wiltshire, David G.	197
Yuh, Sung-Joo	47
Ziegenhorn, Andreas Alfred	4

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Bureau d’évaluation médicale

SRT

Direction adjointe du Secrétariat général

2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-58

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis cinq ans, par année financière et les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Année civile	Rémunération	Fonctionnement – Autres dépenses	TOTAL
2018	2 254 676 \$	1 962 342 \$	4 217 018 \$

SOURCE :

Bureau d’évaluation médicale

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction adjointe du Secrétariat général

DATE :

2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-59

Titre :

Répartition de l’effectif selon la spécialité et heures travaillées depuis cinq ans, par année financière ; fournir les prévisions pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

La direction du BEM ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d’avis transmises par la CNESSST.

1 ^{er} avril 2018 au 28 février 2019	
Spécialités	Nombre de membres par spécialité
Chirurgie buccale (dentisterie)	1
Chirurgie générale	2
Chirurgie orthopédique	34
Chirurgie plastique	4
Dentisterie	2
Dermatologie	1
Médecine de famille (omnipraticien)	4
Médecine interne	2
Médecine physique et réadaptation (physiatrie)	3
Neurochirurgie	13
Neurologie	3
Ophtalmologie	3
Oto-rhino-laryngologie/chirurgie cervico-faciale	1
Pneumologie	2
Psychiatrie	13
Rhumatologie	1
Urologie	1

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

Bureau d’évaluation médicale

SRT

Direction adjointe du Secrétariat général

2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

RP-60

Titre :

Nombre d’avis demandés par la CNESST, même s’il n’y a pas de contestation, depuis cinq ans, par année financière.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre d’avis demandés par la CNESST
2018-2019*	500

***Note : période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019.**

SOURCE : Bureau d’évaluation médicale
COLLABORATION : SRT
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP-102 (Transférée par le volet Emploi et Solidarité sociale)

Titre :

Dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, une liste des demandes d'arbitrage.

Aucune demande d'arbitrage n'a été formulée dans le cadre de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

SOURCE : Secteur des relations du travail
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2019-04-02